



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

MOROCCO

USAID/MAROC ANALYSE DE GENRE

(RESUME – TRADUCTION FRANÇAISE)

Novembre 2020

Contrat No.: 72060820P00006

Novembre 10, 2020

Cette publication a été produite pour être examinée par l'Agence des États-Unis pour le Développement International. Elle a été préparée par TALM en collaboration avec MRA (Mobilising for Rights Associates).

Cette publication a été produite pour être examinée par l'Agence des États-Unis pour le Développement International. Elle a été préparée par TALM en collaboration avec MRA (Mobilising for Rights Associates).

Implémenté par :

TALM

5 Residence El Bahja No. 2

Boulevard Al Majd

Rabat, Morocco 10150

Téléphone : +212 661-223-772

Email : talm.consulting@gmail.com

Avertissement : Les opinions des auteurs exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des États-Unis pour le Développement International ou du gouvernement des États-Unis.

Citation recommandée : USAID/Maroc Analyse de Genre Rapport Final 2020, TALM/MRA Mobilising for Rights Associates. Novembre 2020. Auteurs : Akerbib, R. ; Bernard, D.L. ; Bordat, S.W. ; Jazouli, A. ; Kouzzi, S. ; et Mouline, F. Rédacteurs : Bernard, D.L., et Bordat, S.W.

ANALYSE DE GENRE USAID/MAROC

(RESUME – TRADUCTION
FRANÇAISE)

2020

SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) au Maroc a mandaté TALM, en collaboration avec MRA (Mobilising for Rights Associates), pour la réalisation d'une analyse « genre » au Maroc du 6 août au 5 octobre 2020. L'objectif de cette analyse au niveau du pays était de mettre à jour et de revalider les résultats précédents de l'analyse de genre qui a été menée en mars 2018¹, qui a identifié les principaux problèmes du genre, les inégalités, les contraintes et les opportunités, et a présenté des conclusions et des recommandations spécifiques sur la façon dont l'USAID peut parvenir à une plus grande intégration du genre dans sa planification stratégique et ses activités au Maroc. Cette analyse actualisée vise également à fournir des indications sur les écarts entre les sexes et à identifier les points d'entrée et les possibilités d'amélioration de la programmation en matière d'égalité entre les sexes dans la future Stratégie de Coopération pour le Développement du Pays de l'USAID Maroc.

L'analyse précédente du genre s'est concentrée sur deux objectifs de développement et deux thèmes transversaux du portefeuille USAID/Maroc : l'inclusion politique et l'inclusion socio-économique ; ainsi que la violence basée sur le genre et la lutte contre l'extrémisme violent. L'analyse révisée a été élargie pour inclure un troisième objectif de développement qui couvre l'éducation de base et l'enseignement supérieur. La recherche multidimensionnelle a consisté en une analyse documentaire approfondie, ainsi qu'en une série d'entretiens et de discussions de groupe avec des représentants du gouvernement des États-Unis, du gouvernement du Maroc, des organisations non gouvernementales internationales, des partenaires financiers et techniques et des organisations de la société civile (OSC) et du secteur privé. Conformément à l'énoncé des travaux, une attention particulière a été accordée à la nécessité d'atteindre les acteurs nationaux ainsi que les acteurs dans trois régions pilotes : Beni Mellal-Khenifra, Marrakech-Safi et Tanger-Tétouan-Al Hoceima, bien qu'une diversité d'OSC d'autres régions du pays aient également participé. En raison des restrictions imposées par la COVID-19, les discussions de groupe et la majorité des entretiens ont été réalisés à distance.

La structure du rapport est conçue pour clarifier la forme des phénomènes étudiés à la lumière des informations les plus récentes disponibles et pour mettre en évidence les dynamiques et les solutions qui trouvent être très pertinentes pour le travail de l'USAID et de ses partenaires. Sous chaque thème, la section Données et Statistiques Actualisées résume les tendances en quantifiant l'étendue des problèmes. La section Avancées, Défis et Lacunes rassemble les observations des parties prenantes en décrivant qualitativement les facteurs permanents et émergents qui affectent le thème de manière positive ou négative. La section Meilleures Pratiques et Opportunités résume les approches réussies des acteurs sur le terrain en accordant une attention particulière aux domaines qui sont pertinents ou adjacents au travail de l'USAID/Maroc dans le cadre du thème. La dernière section, Constatations et Recommandations, synthétise les tendances, les défis et les approches en les reliant aux activités en cours et prévues de l'USAID en coopération avec le gouvernement du Maroc liées au thème. L'annexe A (Cadre juridique et stratégique du gouvernement américain et du gouvernement du Maroc) résume les stratégies et les politiques qui fournissent des orientations pour la réponse du gouvernement du Maroc et du gouvernement Américain dans le cadre du thème. L'annexe I (Activités des partenaires internationaux, nationaux, des OSC, financiers et techniques en matière de genre) résume les interventions actuelles liées aux thèmes soutenus par les acteurs institutionnels, y compris le gouvernement du Maroc, la société civile, les gouvernements étrangers et les organisations multilatérales.

Au Maroc, l'égalité genre occupe une place de plus en plus importante dans les débats publics entre les diverses parties prenantes, notamment les militants de la société civile, les universitaires, les chercheurs, les fonctionnaires et les acteurs du privé et les employés. À l'approche des élections

¹ Bordat and Kouzzi/Banyan Global, USAID/Morocco Gender Analysis 2018, https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00SWQ6.pdf.

législatives de 2021, les groupes de femmes prennent la tête du plaidoyer en faveur de la "Parité Maintenant"².

La pandémie COVID-19 a exposé les femmes à une violence basée sur le genre accrue et à une vulnérabilité économique. Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a révélé que les femmes chefs de famille représentaient 18,4%, que 7 sur 10 d'entre elles étaient veuves ou divorcées, que 65,6% étaient analphabètes et que la majorité des femmes (75 %) étaient considérées comme inactives. Dans un rapport récent, le HCP a constaté que 57 % des femmes marocaines avaient été victimes de violence au cours des 12 mois précédant l'enquête. Les ONG locales ont confirmé que si cette violence s'est accrue pendant la pandémie, les femmes ont eu du mal à la signaler en raison des restrictions imposées par le confinement .

Conscient de l'importance du genre pour le développement du pays, le Maroc a lancé plusieurs projets visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, à travers l'adoption de plusieurs réformes structurelles. La Constitution de 2011 a établi le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la jouissance égale des droits et libertés civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux, conformément aux conventions et aux pactes internationaux dûment ratifiés par le Maroc. Elle a également établi le principe de la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination. Plusieurs initiatives ont été lancées depuis les années 1990 dans le but d'intégrer le genre dans les politiques publiques, notamment :

- Stratégies et plans lancés par le ministère de la solidarité, du développement social, de l'égalité et de la famille ;
- Budgétisation sensible au genre lancée en 2002 par le ministère des finances, dans le but d'intégrer le genre à toutes les étapes du cycle budgétaire, y compris la planification, l'exécution, le suivi et l'audit des politiques publiques et des budgets qui leur sont associés ;
- Congé de maternité de 14 semaines à plein salaire introduit en 2004 ;
- Création de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toute formes de discriminations prévues par l'article 19 de la Constitution, avec pour mission de présenter des recommandations et de faire des propositions "susceptibles de renforcer, de diffuser et de concrétiser les valeurs d'égalité, de parité et de non-discrimination" ;
- Mise en place d'un quota de femmes au Parlement et dans les collectivités territoriales ;
- Entrée en vigueur de la loi 103-13 de lutte contre les violences faites aux femmes en septembre 2018 ;
- Création d'organes consultatifs spécialisés dans le domaine du genre dans les collectivités territoriales.

Malgré ces avancées législatives et structurelles, les inégalités entre hommes et femmes, la stigmatisation et la discrimination persistent, tant dans les lois que dans les domaines économique, social, culturel, politique et sexuel. Ces disparités favorisent la pauvreté et l'exclusion des femmes. En outre, elles ont un impact négatif sur la jouissance par les femmes de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et limitent leur participation à la gestion des affaires publiques.

Index Sub index	2006		2020	
	Rang	Score	Rang	Score
Indice global des disparités entre les sexes	107	0.583	143	0.605
Participation et opportunités économiques	102	0.461	146	0.405
Niveau d'éducation	99	0.848	115	0.956
Santé et survie	90	0.968	138	0.963
Autonomisation politique	92	0.053	123	0.095
Rang : Sur 153 pays. Score : Score des femmes divisé par celui des hommes. Source : Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2020, Forum économique mondial.				

² « Parité Maintenant » est une initiative menée par l'ONG Jousour qui regroupe des ONG, des personnalités influentes, des universitaires et des militants.

Selon le rapport 2020 du Forum économique mondial (FEM) sur l'écart entre les sexes, le Maroc se classe 143 sur 153 pays et obtient un score de 0,605, où 0 indique une imparité totale et 1 une parité totale. L'évolution du statut des femmes au Maroc de 2006 à 2020 est présentée dans le tableau I. Pour combler ces écarts, il est nécessaire de mettre en place une politique intégrée et explicite de réduction des écarts entre les sexes qui comprend :

1. Mise en œuvre effective d'une budgétisation sensible au genre dans les budgets nationaux et locaux, renforcée par un système de suivi et d'évaluation (S&E) inclusif ;
2. L'intégration de la parité en tant que politique globale au sein des gouvernements central, régional et local qui conduit, entre autres, à un accès accru des femmes aux postes de décision, y compris au sein du pouvoir exécutif, du Parlement et des collectivités territoriales ;
3. Renforcer la communication fondée sur le genre dans l'ensemble des politiques nationales ; et
4. Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation aux niveaux national, régional et local.

La mise à jour de l'analyse genre 2020 de l'USAID/Maroc a révélé des signes d'amélioration, ainsi que des nouveaux défis pour progresser dans les domaines thématiques de l'étude : inclusion politique, inclusion économique, éducation de base et supérieure, violence basée sur le genre et lutte contre l'extrémisme violent. Au cours de conversations avec un large éventail de parties prenantes, l'exercice d'analyse de genre a permis d'identifier des recommandations d'actions politiques et d'interventions de développement qui ont le potentiel de catalyser les progrès. Ces conclusions et recommandations sont résumées par domaine thématique dans les tableaux suivants :

1. L'égalité genre dans l'inclusion politique

TABLEAU I : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS, ÉGALITÉ GENRE DANS L'INCLUSION POLITIQUE	
Principales conclusions	Recommandations sur la programmation prioritaire
Révision, harmonisation, opérationnalisation et promulgation des lois	
L'arsenal juridique doit être revu et renforcé afin qu'il soit en harmonie avec les dispositions constitutionnelles. L'instauration du principe de parité nécessite la promulgation de textes juridiques qui consacrent et appliquent ce principe, ainsi que l'activation des mécanismes établis par la Constitution. Elle nécessite également l'opérationnalisation des mécanismes existants.	<ul style="list-style-type: none"> ● Réviser les lois concernant le règlement du Parlement et des partis politiques afin de refléter les dispositions constitutionnelles, en imposant des quotas et en permettant aux femmes de briguer un second mandat sur les listes nationales. ● Adopter une nouvelle loi-cadre sur la parité. ● Activer la création et/ou la mise en œuvre de tous les mécanismes de régulation prévus par la Constitution pour assurer la responsabilisation, tels que l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination (APALD). ● Doter l'APALD d'une autonomie financière et de l'autorité nécessaire pour évaluer les politiques publiques.
Capacités et leadership des femmes	
Les facteurs qui contribuent à la faible participation des femmes dans la sphère politique sont notamment le niveau faible de l'éducation, le manque d'accès aux ressources, les comportements discriminatoires et les stéréotypes.	<ul style="list-style-type: none"> ● Accélérer les programmes de qualification des femmes et leur leadership pour une participation de qualité ; principalement aux niveaux régional et local. ● Promouvoir l'accès des femmes à l'éducation et aux ressources.

Le système électoral et le soutien aux partis politiques	
Les partis politiques sont porteurs de changement car ils sont les acteurs clés du système électoral. Leur engagement effectif en faveur de la participation des femmes est une opportunité pour l'inclusion politique des femmes. Les programmes des partis politiques doivent cibler à la fois les hommes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> ● Réviser la loi organique 29-11 sur les partis politiques afin que l'aide publique aux partis politiques soit conditionnée à la parité des candidatures électorales, que les femmes constituent au moins 20 % des membres constitutifs des partis politiques et que la présentation des femmes en tête des listes locales des partis politiques soit un critère d'octroi des financements publics. ● Réviser le code électoral pour y intégrer des mesures concrètes visant à accroître la participation des femmes. ● Généraliser le système de quotas pour les élections des membres des partis politiques. ● Rendre les partis politiques responsables de la démocratie interne, notamment en ce qui concerne la parité dans leurs propres organes.
Perceptions de l'inclusion politique des femmes	
La culture et les stéréotypes sont une source de discrimination à l'égard des femmes. Il est important de comprendre les facteurs qui sous-tendent ces perceptions afin de pouvoir mener des actions ciblant le public, notamment les hommes, les partis politiques, les institutions, les OSC et les médias.	<ul style="list-style-type: none"> ● Effectuer une évaluation par région pour comprendre les stéréotypes et les normes sociales qui excluent les femmes de la politique et pour comprendre les spécificités de chaque région. ● Mettre en œuvre des programmes liés à la culture politique, au renforcement des capacités et à l'autonomisation économique des femmes. ● Impliquer les médias dans les activités de sensibilisation et dans la lutte contre les stéréotypes sexistes concernant la participation politique des femmes.
Soutien à la société civile	
Les OSC mettent en œuvre peu de programmes qui favorisent l'inclusion politique des femmes.	<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir les activités des OSC qui défendent l'égalité et la parité, et encouragez les associations à utiliser les recours légaux pour l'inconstitutionnalité des lois jugées inégales. ● Prévoir des mesures spécifiques telles que la formation, le soutien financier et la mise en réseau pour encourager les femmes à participer à la vie politique et à se porter candidates aux niveaux local et national.
Actions transversales liées aux programmes d'inclusion politique	
Le public n'est pas conscient des femmes dirigeantes actuelles qui pourraient inspirer d'autres femmes et démontrer les capacités des femmes.	<ul style="list-style-type: none"> ● Capitaliser sur les expériences des femmes et vulgariser les "success stories" des femmes leaders en politique et aux postes de décision.
L'une des limites des politiques publiques et des programmes de développement en matière de réduction de l'écart entre les sexes est l'inadéquation du système de suivi et d'évaluation pour informer la programmation.	<ul style="list-style-type: none"> ● Mettre en place et soutenir l'opérationnalisation de systèmes et de mécanismes holistiques de suivi et d'évaluation pour informer les programmes en matière de genre, de responsabilité et d'efficacité aux niveaux national, régional et local. ● Réaliser des études d'impact incluant l'impact sur l'égalité genre des lois promulguées à ce jour, des politiques publiques mises en place, des programmes de la société civile et des programmes de coopération bilatérale. ● Soutenir la mise en place de plateformes de coordination, notamment au niveau local.
Les interventions actuelles ne mettent pas l'accent sur l'approche des droits de l'homme comme point d'entrée pour promouvoir l'inclusion politique.	<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir les différents acteurs à utiliser l'approche des droits de l'homme lors de la programmation. ● Se concentrer sur les hommes et les femmes dans la promotion des droits des femmes à l'accès aux postes de décision.

2. L'égalité genre dans l'inclusion économique

TABLEAU 2 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS, ÉGALITÉ GENRE DANS L'INCLUSION ÉCONOMIQUE	
Principales conclusions	Recommandations sur la programmation prioritaire
<p>La participation des femmes dans la vie active marocaine reste faible et constitue un facteur clé de l'inégalité entre les sexes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● S'attaquer aux obstacles logistiques à l'emploi auxquels sont confrontées les femmes, notamment en matière de garde d'enfants et de transport. ● Mettre en œuvre des programmes d'enseignement et de formation professionnelle pour les femmes afin de garantir un niveau élevé de participation des femmes à des emplois à plus forte valeur ajoutée. ● Pousser les entreprises à améliorer les conditions de travail par des programmes destinés aux inspecteurs du travail de vastes campagnes de sensibilisation à l'importance de l'inclusion économique des femmes et de l'égalité des sexes. ● Promouvoir des exemples positifs de femmes qui réussissent dans des rôles et des professions "non traditionnels" (dominés par les hommes). ● S'appuyer sur le succès du programme holistique d'Oxfam avec les travailleurs des baies en travaillant avec les femmes et les entreprises pour garantir des conditions de travail décentes. ● Mener des recherches qualitatives continues pour mieux comprendre les obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour entrer et rester dans le monde du travail. ● S'attaquer aux barrières culturelles qui limitent l'égalité genre dans le domaine économique. Par exemple, partager largement les campagnes existantes sur les médias sociaux qui encouragent les hommes à assumer davantage de responsabilités domestiques afin que les femmes soient soulagées du "double fardeau" de l'emploi formel en même temps que de la grande majorité des travaux ménagers. Citons par exemple la campagne actuelle "Hit Ana Rajel" menée par ONU Femmes, qui encourage les hommes à s'investir davantage pendant les périodes difficiles de Covid-19 et au-delà.
<p>Les femmes entrepreneuses ne sont pas nombreuses. L'entrepreneuriat féminin et les coopératives doivent être encouragés et soutenus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Intégration de la dimension genre dans le programme Intilaka. ● Mener des recherches pour suivre et évaluer la participation et le succès des femmes entrepreneurs dans le programme Intilaka. ● Renforcer la capacité des futures femmes entrepreneurs à accéder au financement par le biais du programme Intilaka et d'autres programmes de financement. ● Travailler par le biais de structures telles que l'AFEM et la CGEM pour développer des programmes adaptés, cohérents et à long terme qui ciblent les femmes entrepreneurs et identifient leurs besoins dans la recherche. Développer des programmes qui créeront une dynamique, faciliteront la mise en réseau et fourniront un juste équilibre entre la formation et le soutien à l'encadrement. Veiller à ce que les programmes existants en matière d'entrepreneuriat présentent ces mêmes caractéristiques et partagent les meilleures pratiques.
<p>Les femmes continuent d'être sous-représentées aux postes de direction/ responsabilité dans les entités du secteur privé. Les entreprises doivent être incitées et équipées pour faire de l'égalité genre une priorité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer et diffuser largement les meilleures pratiques qui ont déjà été collectées par le biais du Prix de l'égalité genre du ministère du travail. ● Diffuser les arguments économiques en faveur de l'égalité genre par le biais des médias, de l'éducation et des organisations professionnelles. ● Utiliser les outils d'évaluation et les guides d'action pour l'égalité genre qui ont été développés par Econowin et Wad3éyati. ● Mettre à la disposition des entreprises qui souhaitent progresser un accompagnement et des conseils, éventuellement en faisant appel aux consultants formés et certifiés par le programme Econowin.

3. L'égalité genre dans l'éducation de base et l'enseignement supérieur

TABLEAU 3 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS, ÉGALITÉ GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET SUPÉRIEUR	
Principales conclusions	Recommandations sur la programmation prioritaire
Réponse multipartite au décrochage scolaire des filles	
<p>Le Maroc a réussi à augmenter la scolarisation des filles dans l'enseignement primaire grâce à des programmes généraux tels que le programme Tayssir qui fournit de l'argent aux parents. Cela a également permis d'augmenter la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire. Néanmoins, de nombreuses filles, surtout dans les zones rurales, ne vont pas jusqu'au secondaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Envisagez des programmes qui étendent le soutien financier comme le programme Tayssir au niveau de l'enseignement secondaire ; et suivre les statistiques concernant les filles qui abandonnent leurs études pendant la première année de l'enseignement primaire. • La formation des enseignants peut être complétée pour inclure la reconnaissance et la prise en compte des facteurs qui peuvent pousser leurs élèves à abandonner l'école.
<p>Les attitudes culturelles des parents ruraux ont évolué positivement au cours de la dernière décennie, de sorte qu'ils voient l'intérêt pour leurs filles d'obtenir une éducation. Néanmoins, face au manque de possibilités de travail, les filles optent encore pour le mariage précoce. Les facteurs qui poussent les élèves à abandonner l'école sont complexes et peuvent varier d'une région à l'autre ou au sein d'une même région. Un enseignement de faible qualité à l'école primaire laisse les élèves mal équipés pour réussir dans le secondaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissant que les facteurs qui poussent à l'abandon scolaire proviennent des domaines économique, social et culturel, les acteurs de tous les secteurs devraient coopérer avec les familles pour aider les filles à mieux gérer la phase de transition de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire. L'USAID peut encourager les collaborations entre les écoles et les OSC. Les filles et les jeunes femmes peuvent influencer les attitudes en démontrant leur amélioration personnelle. • L'USAID peut aider le gouvernement du Maroc à coordonner une campagne de communication impliquant tous les secteurs. L'USAID peut aider les organisations de soutien intermédiaire (OSI) à orienter les OSC locales pour qu'elles diffusent des messages et des possibilités visant à réduire la probabilité que les filles abandonnent leurs études. Les chefs religieux et locaux influents peuvent aider les familles à comprendre que l'éducation des filles augmente la prospérité de la communauté et qu'elle est donc un devoir. Les campagnes radiophoniques peuvent atteindre les parents analphabètes. Une reconnaissance nationale des communautés avec une amélioration des inscriptions et de l'acceptation des universités renforcerait la fierté des communautés et la scolarisation. • Les programmes de formation des enseignants peuvent aider ces derniers à communiquer aux parents ce dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école. • Les interventions peuvent renforcer le sens de l'agence et l'estime de soi des filles et promouvoir des images de femmes qui réussissent. Par exemple, le matériel promotionnel des programmes de formation professionnelle de l'USAID qui dépeint les femmes dans des carrières non traditionnelles peut être partagé avec les enseignants par le biais des programmes de formation des enseignants de l'USAID pour qu'ils le montrent à leurs élèves.
<p>Les pensionnats et les internats qui hébergent les filles à proximité des écoles secondaires peuvent constituer un moyen efficace d'accéder à l'enseignement supérieur. Certains pensionnats et</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Envisagez de soutenir des programmes visant à accroître le financement des internats et des écoles, à encourager la multiplication des installations de ce type gérées par des ONG et à augmenter la proportion de filles dans les internats et les écoles. • L'USAID peut soutenir une étude sur l'effet des internats/ménages sur le niveau d'éducation des filles et sur les

<p>écoles publics sont sous-financés et ne peuvent souvent pas fournir l'environnement nécessaire. Les filles représentent un tiers des élèves des internats publics.</p>	<p>mécanismes de financement possibles.</p>
<p>Large impact des premiers enseignements en matière d'égalité et d'estime de soi</p>	
<p>Les parties prenantes ont convenu que l'enseignement de l'égalité genre aux garçons et aux filles dès leur plus jeune âge peut améliorer l'environnement dans les phases ultérieures de la vie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● RFS-NPR (Reading for Success – National Program for Reading) qui conseille les éditeurs sur le genre et l'inclusion sociale dans le contenu des supports pédagogiques, peut élargir ce volet pour proposer des contenus aux éditeurs, notamment en luttant contre les causes de l'abandon scolaire et en soulignant la valeur de la scolarisation des filles. L'USAID et le ministère de l'éducation pourraient coopérer à une vaste étude des aspects liés au genre dans les manuels scolaires dans de nombreuses matières et à de nombreux niveaux. ● Le volet "sensibilisation au genre" de la formation des enseignants devrait faire connaître les avantages de l'égalité genre et de l'égalité des chances pour l'ensemble de la société ; et devrait familiariser les enseignants avec les politiques du ministère de l'éducation /des écoles en matière d'harcèlement sexuel, de comportement inapproprié et d'intimidation. ● Les enseignants devraient être formés pour transmettre le respect, encourager le respect et l'estime de soi, et reconnaître l'exclusion, le sexisme et l'injustice fondés sur le sexe, qu'ils soient manifestes ou subtiles. ● Comme l'efficacité de la formation en matière de genre dépend de la compétence du formateur et de la conception efficace de la formation, il convient d'être attentif à la préparation des formateurs, du programme et du matériel. ● L'égalité genre doit également se refléter dans les politiques et les pratiques du système éducatif. Le ministère de l'éducation et les écoles devraient rendre obligatoire l'application de politiques sur le harcèlement sexuel, les comportements appropriés et les actes à caractère intimidant, y compris des mécanismes de responsabilisation. L'USAID peut aider les ISO à coordonner la défense de ces politiques.
<p>Comblent le fossé numérique lors du confinement de COVID</p>	
<p>Les fermetures d'écoles sous la pression du nouveau coronavirus « Covid 19 » ont eu un effet néfaste sur les interventions qui utilisent le soutien en personne pour réduire l'abandon scolaire des filles. L'enseignement virtuel n'est pas accessible aux familles pauvres et rurales qui n'ont pas un accès suffisant à l'internet. Les filles renvoyées à la maison pendant la fermeture sont confrontées à des obstacles tels que la violence domestique et une part disproportionnée des tâches ménagères.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Coopérer avec les acteurs publics et privés pour que l'enseignement virtuel soit accessible à toutes les familles. Cela contribuerait simultanément à la poursuite des services de soutien aux filles, tels que le tutorat. ● Soutenir les interventions visant à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et à lutter contre la violence liée au genre afin d'améliorer les conditions d'éducation des filles. ● Pour que le confinement ne se transforme pas en abandon, les campagnes de sensibilisation devraient renforcer le soutien de la communauté pour que les filles reprennent l'enseignement en personne lorsque les conditions sont en sûres³. ● Soutenez les initiatives qui garantissent que les enseignants et le personnel scolaire disposent des connaissances et des fournitures nécessaires pour minimiser l'infection lors de l'enseignement en personne.
<p>Comprendre l'abandon des femmes dans les études de troisième cycle et l'absence de l'enseignement</p>	
<p>Les femmes enseignantes sont</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Des recherches sont nécessaires sur les facteurs, tels que la

³ Ceux-ci peuvent être empruntés à la campagne #LearningNeverStops de l'UNESCO (UNESCO, 28 août 2020).

<p>moins nombreuses dans le secondaire inférieur et encore moins dans le secondaire supérieur. Les femmes représentent près de la moitié des élèves de premier cycle, mais leur présence diminue aux niveaux des études de maîtrise et du doctorat. Il n'existe pas d'étude exhaustive pour expliquer cette sous-représentation⁴. Les femmes sont fortement sous-représentées dans les postes de professeurs universitaire de haut niveau et dans les projets de recherche.</p>	<p>charge des tâches domestiques, qui peuvent décourager les femmes d'enseigner à des niveaux plus élevés et d'obtenir des diplômes de haut niveau. Le harcèlement sexuel devrait être étudié comme un facteur possible décourageant les femmes d'enseigner dans le secondaire supérieur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes devraient être activement recrutées comme enseignantes dans l'enseignement secondaire et postsecondaire. Leur présence et leur exemple encourageront l'inscription des filles et poussent les jeunes femmes à faire de bonne performance scolaire. Les enseignantes devraient bénéficier d'un soutien professionnel suffisant. • Les parties prenantes devraient soutenir les associations de femmes universitaires qui réclament une plus grande reconnaissance et représentation des femmes aux postes de décision ; et soutenir l'égalité genre et la budgétisation sensible au genre dans l'enseignement supérieur. Les discussions sur les mesures visant à promouvoir l'égalité genre dans le milieu universitaire pourraient inclure des quotas et un soutien pour aider les femmes à concilier leurs obligations professionnelles et familiales.
--	--

4. Violence à l'égard des femmes

TABLEAU 4 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS, VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE	
Principales conclusions	Recommandations sur la programmation prioritaire
Se concentrer sur les hommes comme cibles de changement dans les efforts de lutte contre la violence basée sur le genre	
<p>La grande majorité des initiatives des partenaires techniques et financiers, du gouvernement Marocain et des ONG en matière de violence basée sur le genre ciblent les femmes pour des interventions et comme point de mire des efforts de changement. Même dans les activités conjointes, les hommes sont considérés comme des "alliés" dans le développement et le changement des femmes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les efforts déployés par tous les partenaires publics et privés pour lutter contre la violence basée sur le genre ciblent les hommes comme ayant besoin d'interventions, et soient fondés sur la compréhension que la lutte contre la violence basée sur le genre exige des changements de comportement concrets de la part des hommes. • Par exemple, les projets ACCESS et AGEVEC offrent une excellente occasion de s'engager auprès des employeurs, des participants masculins et des employés, non seulement en termes de comportement avec la minorité de collègues féminins, mais aussi sur les questions de violence basée sur le genre en général et leur comportement avec les femmes dans le grand public dans le cadre de leur travail.
<p>Un nombre important d'initiatives de lutte contre la violence basée sur le genre se concentrent sur la sensibilisation aux valeurs, aux attitudes et aux croyances.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les initiatives de sensibilisation à la violence basée sur le genre comprennent des exemples concrets et spécifiques de changements de comportement attendus et exigés des hommes. • Par exemple, l'activité IDC (Interactive Digital Center) peut inclure un module pour tous les participants sur les nouvelles dispositions légales relatives à la violence contre les femmes facilitée par la technologie.
<p>À ce jour, une bonne partie de la littérature - enquêtes, études, rapports - relative à la violence basée sur le genre s'est concentrée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenez les efforts qui étudient et évaluent la prévalence, l'étendue et la nature des comportements discriminatoires et violents commis par les hommes.

⁴ Boutkhil (2020).

sur l'étude et l'évaluation des femmes - leurs croyances, leurs comportements et la prévalence des violences commises à leur rencontre.	
Garantir une réponse efficace à la violence basée sur le genre	
La sensibilisation à la violence basée sur le genre n'est pas suffisante. Les femmes ont de nombreuses raisons valables de ne pas signaler ces violences.	<ul style="list-style-type: none"> Les acteurs publics et privés doivent mettre en place des structures, des procédures et des politiques appropriées qui s'attaquent aux obstacles rencontrés par les femmes pour signaler la violence.
Les services publics et les institutions privées ne disposent pas d'une chaîne de services ou de procédures claires que les femmes peuvent suivre pour déposer une plainte ou demander de l'aide en cas de violence basée sur le genre.	<ul style="list-style-type: none"> Les acteurs publics et privés doivent mettre en place des procédures claires pour les services de lutte contre la violence basée sur le genre et la gestion des cas à toutes les étapes du processus. L'USAID pourrait envisager de soutenir les partenaires publics et privés dans ses différentes activités, y compris les écoles, les entreprises et les employeurs, afin de développer des politiques et des procédures internes en matière d'harcèlement sexuel.
L'application des lois et des politiques relatives à la violence basée sur le genre dépend souvent de la où des personnes responsables de l'application et de la mise en œuvre au niveau local. Cela entraîne une application incohérente de la loi dans les différentes juridictions et des résultats non durables en cas de changement de personnel.	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir les efforts des acteurs publics et privés partenaires pour institutionnaliser les politiques et les pratiques afin qu'elles puissent survivre aux changements des personnes en poste et être appliquées et mises en œuvre de manière cohérente.
Un bon nombre de bonnes pratiques relatives à la violence basée sur le genre sont considérées comme des politiques facultatives plutôt qu'obligatoires à appliquer. Il y a un manque de mécanismes de responsabilité interne ou externe tenant les acteurs publics ou les institutions privées responsables de leur réponse aux cas de violence liée au sexe.	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que les politiques et les bonnes pratiques de lutte contre la violence basée sur le genre parmi les partenaires des acteurs publics et privés soient considérées comme obligatoires et assorties de mécanismes d'application. Il convient de soutenir le développement de systèmes de responsabilité interne et externe pour les acteurs publics et les institutions privées, avec des mécanismes efficaces de contrôle des performances et des sanctions appliquées en cas de non-respect.
Promouvoir les efforts locaux pour lutter contre la violence basée sur le genre	
La Présidence du Ministère Public a donné une grande latitude aux autorités locales dans les affaires de violence basée sur le genre, notamment par le biais des comités et unités régionaux et locaux sur la violence contre les femmes. Cela est conforme au processus de décentralisation actuel.	<ul style="list-style-type: none"> Le soutien devrait se concentrer sur le renforcement du travail de ces systèmes locaux afin de développer des approches pilotes nouvelles et innovantes pour aborder les questions de l'accès des femmes à la justice pénale. Des efforts devraient être faits pour inclure non seulement les représentants des forces de l'ordre, du système judiciaire et des soins de santé, mais aussi les responsables locaux de l'éducation et les ONG.
Les approches innovantes et créatives de gestion de la violence basée sur le genre sont souvent développées localement au sein d'une communauté ou d'une institution, mais rarement partagées plus largement avec des homologues d'autres régions du pays ou d'autres institutions.	<ul style="list-style-type: none"> Un soutien devrait être apporté au gouvernement du Maroc, aux ONG et aux acteurs du secteur privé pour qu'ils partagent plus largement et horizontalement leurs stratégies élaborées localement par le biais d'un échange d'informations afin de les mettre à l'échelle et d'en encourager l'émergence, à l'appui d'une éventuelle mise à l'échelle au niveau national.
Encourager une approche systémique pour lutter contre la violence basée sur le genre	
La coordination entre les acteurs publics et entre les secteurs au sein d'une communauté locale donnée est faible.	<ul style="list-style-type: none"> Un soutien doit être apporté au gouvernement du Maroc, aux ONG et aux acteurs du secteur privé pour qu'ils travaillent dans le cadre d'une approche multisectorielle communautaire de lutte contre la violence basée sur le genre.

	<ul style="list-style-type: none"> Le projet FORSATY MCRA est un excellent exemple de collaboration locale et multisectorielle entre les OSC, les partenaires du secteur privé et les acteurs publics qui pourraient collaborer de manière fructueuse pour élaborer des politiques visant à lutter contre la violence basée sur le genre en tant qu'obstacle à la participation économique et civique des femmes.
Un grand nombre d'efforts d'inclusion des femmes à ce jour se concentrent sur le soutien de la phase "d'entrée" des femmes dans les opportunités politiques, économiques et éducatives, par exemple l'accès aux ressources financières, à l'emploi ou aux postes de responsabilité, ou à la formation ou à l'éducation. Cependant, une fois que les femmes entrent dans les sphères politiques, économiques, professionnelles et éducatives, elles sont souvent confrontées à un environnement hostile et à une violence basée sur le genre, ce qui entrave leur participation durable et efficace.	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que les efforts d'inclusion au niveau "d'entrée" soient complétés par des initiatives qui améliorent les conditions dans lesquelles les femmes intègrent la politique, le lieu de travail, l'économie et l'éducation. Des mesures doivent être prises aux niveaux institutionnel et administratif pour éviter que les femmes ne quittent ces sphères en raison du harcèlement sexuel et d'autres formes de violence basée sur le genre. Par exemple, le programme YET qui fournit des subventions directes et l'activité MENA II qui fournit des fonds et des capitaux devraient garantir que l'accès des femmes participantes à ces ressources financières ne les rende pas plus vulnérables à la violence basée sur le genre de la part des membres masculins de la famille qui cherchent à s'approprier les fonds.
Améliorer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage	
La majorité des efforts de suivi, évaluation et apprentissage sur la GBV à ce jour ont tendance à se concentrer sur les résultats chez les femmes visées par le projet.	<ul style="list-style-type: none"> Développer et partager avec tous les partenaires publics et privés des indicateurs pour observer, évaluer et décrire les changements dans les comportements des participants masculins.
Les efforts de la MEL en matière de violence basée sur le genre sont souvent limités au niveau des résultats quantitatifs, par exemple le nombre de femmes conseillées ou le nombre de centres construits.	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir le développement, le partage et l'utilisation d'indicateurs qualitatifs plus significatifs au niveau des résultats et de l'impact afin de mieux évaluer les changements dans les conditions de vie des gens suite aux efforts déployés.

5. Le genre dans la lutte contre l'extrémisme violent

TABLEAU 5 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS, LE GENRE DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT	
Principales conclusions	Recommandations sur la programmation prioritaire
L'autonomisation économique des jeunes et des femmes	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'autonomisation économique des jeunes et des femmes et assurer le suivi et l'évaluation des programmes grâce à une approche holistique.
FORSATY : Une histoire à succès à développer	<ul style="list-style-type: none"> FORSATY est un programme réussi qui a un impact important sur les femmes et les jeunes. C'est un programme qui doit être reproduit dans d'autres régions du Maroc.
Influenceurs dé-radicalisés	<ul style="list-style-type: none"> Les influenceurs dé-radicalisés jouent un rôle important dans la promotion de la culture de la tolérance et en montrant l'expérience extrémiste comme un échec. Cela décourage ceux qui peuvent être tentés par l'extrémisme violent. L'utilisation des personnes dé-radicalisées dans les programmes peut favoriser les programmes et les politiques d'EVC.
L'insuffisance des programmes d'EVC et le	<ul style="list-style-type: none"> Bien que les mouvements extrémistes violents qui ciblent quotidiennement les Marocains, y compris les femmes, représentent

manque de promotion de la pensée critique	<p>un risque énorme, les programmes contre la violence extrémiste (dont la plupart se concentrent dans le nord du Maroc) sont très limités.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Il faut un programme holistique qui favorise la tolérance, la pensée critique et l'autonomisation des jeunes et des femmes.
La faiblesse des partis politiques	<ul style="list-style-type: none"> ● L'accent mis sur la promotion du rôle des partis politiques dans la lutte contre la violence extrémiste est l'une des clés pour promouvoir la culture de la paix dans le pays.
Manque d'engagement des médias dans les politiques de lutte contre la violence extrémiste	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour contrer les stratégies de communication des mouvements extrémistes, il est nécessaire de renforcer les capacités de communication des leaders du changement, y compris les organisations de la société civile.
La paix par l'approche des pairs	<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcer les capacités des femmes et des jeunes à être pour la paix et contre l'extrémisme violent, de pair à pair, peut avoir un plus grand impact.
Absence de plan global de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ● Les programmes de lutte contre la violence extrémiste sensibles au genre doivent adopter un plan de suivi et d'évaluation global. Celui-ci peut être adopté par le groupe de travail de lutte contre la violence extrémiste. Le choix du coordonnateur peut être fait par le groupe de travail.